CAWTAR
Center of Arab Women for Training and Research

sila

RAPPORT DE LA CARTOGRAPHIE

La prévention de la violence basée sur le genre (VBG)

Cofinancé par l'Union européenne

Enabel

aecid

RAPPORT DE LA CARTOGRAPHIE

La prévention de la violence basée sur le genre (VBG) dans le gouvernorat de Gabès

Centre de la Femme Arabe
pour la Formation et la Recherche
CAWTAR

7 Impasse N° 1 Rue 8840 Centre Urbain Nord
BP 105 Cité El Khadra 1003 - TUNIS
Tél : (+216 71) 790 511 - Fax : (+216 71) 780 002
www.cawtar.org

cawtar@cawtar.org - info@cawtar.org
www.facebook.com/CenterofArabWomenforTrainingandResearch
www.youtube.com/@cawtarvid2796
x.com/cawtar_ong

Cette recherche a été réalisée avec le soutien du Centre de la Femme Arabe pour la Formation et la Recherche (CAWTAR), dans le cadre du projet Sila



Ce rapport de cartographie portant sur la prévention de la violence basée sur le genre (VBG) dans la région de Gabès vise à présenter les principales initiatives et stratégies de prévention, tant dans le secteur associatif qu'au sein du milieu académique. Il cherche également à identifier les opportunités permettant de renforcer l'impact des efforts de prévention ainsi que les lacunes qui entravent cette démarche.

Introduction

Le gouvernorat de Gabès, situé au sud-est de la Tunisie, se distingue par sa richesse géographique, culturelle, et démographique. Toutefois, à l'image d'autres régions tunisiennes, la spécificité culturelle de sa population oblige à rechercher dans les problèmes sociaux les déterminants qui leur donnent leurs traits les plus particuliers. Ainsi la VBG, bien qu'universelle, est un phénomène affectant durablement la vie des femmes épouse dans cette région les reliefs de la structure sociale de la population locale. Entre tradition, alimentée par la culture du désert et des oasis et ville tournée vers la mer, les comportements exigent du chercheur une attention particulière.

Objectifs du rapport

- L'objectif de ce rapport est de donner une lecture de la prévention de la violence basée sur le genre dans le gouvernorat de Gabès et ce, à partir d'une enquête de terrain portant sur les initiatives et programmes mis en œuvre dans le gouvernorat, que ce soit dans la société civile ou les institutions académiques. Ce cartographie a pour but :
- De dresser un tableau et de documenter les initiatives et services disponibles, mobilisées à la prévention de la violence et à l'accompagnement des victimes ;
- De dégager l'apport et le rôle des associations locales et des établissements universitaires dans l'appui aux approches préventives et interdisciplinaires ;
- De dégager les défaillances en matière de recherche, de formation, de sensibilisation et de coordination entre les acteurs impliqués ;
- Et de proposer des recommandations concrètes pour renforcer les efforts de prévention de la violence basée sur le genre.

La démarche méthodologique :

Quelques étapes ponctuent ce cartographie.

La première a consisté en une exploration à distance des régions à visiter, avec pour objectif l'identification des institutions et des acteurs susceptibles d'être pertinents pour notre enquête.

Dans un premier temps, nous avons recensé les institutions universitaires à partir des sites officiels du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique. Celles-ci ont été classées en fonction de leur nombre et des disciplines qu'elles couvrent, à l'aide d'un canevas élaboré à cet effet. Ce canevas permet de répertorier chaque institution tout en mettant en lumière les informations essentielles en lien avec les objectifs de notre étude (disciplines, diplômes, etc.).

Une fois les fiches institutionnelles établies, une première cartographie du paysage universitaire a pu être dressée. Lors de réunions internes, nous avons défini les critères de sélection des établissements à visiter. Le choix s'est porté sur ceux dont les disciplines permettent d'aborder la violence faite aux femmes à travers une approche genrée. L'éventail retenu comprend aussi bien les sciences humaines que les sciences exactes.

La deuxième étape a consisté à entrer en contact, un à un, avec ces établissements afin de fixer des rendez-vous. Pour faciliter l'organisation des rencontres, nous avons fait appel à des personnes ressources (collègues, connaissances). Pour la région de Gabès, nous exprimons notre gratitude à Monsieur Hafedh Abderahim, enseignant à l'institut des Beaux-arts de Gabès, qui nous a facilité les contacts avec le milieu universitaire.

Nous avons également élaboré deux guides d'entretien : l'un destiné aux échanges avec les enseignants, l'autre aux entretiens avec les responsables administratifs et les bibliothécaires.

Lors de la visite du 28 février nous avons commencé notre cycle par une entretien de groupe avec une groupe d'enseignants de l'Institut des Beaux-arts. Le groupe composé d'enseignants et d'un agent administratif. Durant la même visite nous avons eu l'occasion d'un petit entretien avec la bibliothécaire qui nous a promis de nous communiquer la liste des sujets de mémoires dont il dispose.

Puis nous avons eu une visite à l'institut des langues vivantes de Gabès, là nous avons eu un long entretien avec un groupe d'enseignants de différentes disciplines linguistiques.

Entretiens individuels

- Nihal Chakroun, elle dirige la cellule genre au sein de l'université de Gabès (entretien à distance)
- Arij Jawachi … coordinatrice du laboratoire à l'institut des beaux-arts (entretien à distance)
- Saïda Arfa présidente de l'association Al Karama pour la famille

Le lendemain nous avons rendu visite au centre d'hébergement pour les femmes vulnérables dépendant de l'association Al Karama. Là nous avons eu l'occasion de voir la structure, l'équipement et nous avons eu un échange avec les membres du personnel et la présidente.

Vers l'après-midi nous avions un rendez-vous au local de l'association Al Karama avec les représentants des associations les plus actives que nous avons contactés au préalable.

Les VBG dans les milieux universitaires

Durant la journée du 28 février, nous avons eu l'occasion de visiter deux établissements d'enseignement supérieur à Gabès : l'Institut des Beaux-Arts et l'Institut des Langues Vivantes. Ces visites ont été l'occasion d'organiser à la fois des entretiens collectifs et individuels (mentionnés plus haut), permettant de recueillir les points de vue de plusieurs membres du corps enseignant et administratif.

À l'Institut des Beaux-Arts, ont participé à la discussion : Madame Olfa Njima, professeure des théories de l'art, Warda Louhichi, bibliothécaire, Arij Jaouachi, enseignante de musicologie, Sawsen Boukhchina, enseignante-chercheuse en histoire de l'art, Samar Amoud, agent administratif en charge de la recherche, ainsi qu'Amina Ben Mansour, enseignante encadrante en arts plastiques.

À l'Institut des Langues Vivantes, la réunion a réuni Hanan Chelbi (enseignante de français), Ryadh Hajaj (enseignant d'arabe), Sana Omran (enseignante d'espagnol) et Feriel Ounan (enseignante d'allemand). Ces échanges ont permis d'enrichir notre compréhension des dynamiques pédagogiques et des représentations locales liées aux thématiques étudiées.

Problématiques soulevées

Les échanges menés au sein des deux établissements ont permis de faire émerger plusieurs problématiques centrales. Parmi elles, le degré de présence de la question du genre dans les cursus universitaires des deux institutions a suscité un intérêt particulier, révélant des disparités dans l'intégration de cette thématique selon les disciplines. La question des violences basées sur le genre (VBG) a également été abordée sous l'angle des contenus pédagogiques, des pratiques enseignantes et des représentations associées dans les différentes filières, qu'il s'agisse des arts ou des langues. Enfin, un temps d'échange a été consacré au lien entre les VBG et les travaux de recherche menés dans ces institutions, mettant en lumière à la fois les obstacles rencontrés (manque de données, absence de financement ou de reconnaissance institutionnelle), les ressources disponibles, ainsi que quelques initiatives isolées portées par des chercheur•e•s engagé•e•s.

Il convient toutefois de souligner que ces problématiques ne constituent que des axes généraux ; elles se sont déclinées et nuancées selon l'orientation du débat, le profil des intervenant•e•s et la nature des exemples et arguments évoqués.

Compte rendu

Les conclusions que nous proposons dans les pages suivantes rendent compte des entretiens de groupes réalisés à l'Institut des Beaux-arts, et à l'Institut supérieurs des langues vivantes de Gabès. Les réactions des enseignants et quelques cadres administratifs nous mettent devant une première conclusion : il y a généralement une conscience de l'intérêt de la problématique (VBG) et de la nécessité de l'inscrire dans les différents cursus universitaires.

Pour les enseignant.e.s de l'Institut supérieur des langues, la nature de l'enseignement qu'ils dispensent est orienté vers la didactique des langues les empêchent de parler de la VBG comme centre d'études au sein de leur institution, néanmoins les problèmes qu'ils rencontrent que ce soit dans leur vie professionnelle ou avec les étudiant.e.s leur offre l'occasion de nous faire partager leurs avis à propos du sujet.

A l'Institut des Beaux-arts nous avons été surpris par la grande sensibilité dont fait preuve nos interviewé.e.s à l'égard du sujet. Pour eux l'art n'est pas un supplément d'âme, ni une pratique oisive de divertissement, « il est au centre des préoccupations sociales depuis la nuit des temps, et ce n'est pas un hasard si le corps féminin est au centre de tous les arts de l'art antique au cinéma aujourd'hui » (Sawsen Boukhchina enseignante de l'histoire de l'art) ; donc parler de violence est au cœur de la pratique artistique du moment que la femme durant l'histoire a été toujours un objet de représentation, et elle n'a eu accès à l'expression artistique reconnue, c'est-à-dire comme sujet, que depuis la fin du XIXème siècle. L'art comme toutes les expressions est un miroir de la société on y voit la souffrance et les malaises des individus. Pour Madame Olfa Njima « le corps des femmes, leur silence, leur absence comme artiste-sujet dans les enseignements traditionnels sont aujourd'hui des thématiques abordées dans les instituts de façon critique »

Ainsi la sensibilité à la VBG apparait de manière transversale dans les discussions. Elle n'est pas traitée comme un thème isolé, mais comme un axe souterrain traversant l'histoire des représentations artistiques. Pour Madame Boukhchina, « la violence contre la femme selon une approche genre, ne figure pas dans les programmes bien que le sujet s'impose à tous les niveaux, l'enseignant.e l'aborde comme initiative personnelle, d'autant plus que 95% des étudiants sont des filles ».

Chez les linguistes, de l'Institut des langues vivantes, bien qu'ils préparent de futur.e.s enseignant.e.s et bien que leurs enseignements portent sur les aspects pédagogiques, l'avis n'est pas différent, l'étude des langues n'a pas pour objet un instrument neutre. La langue véhicule des représentations, des préjugés et manières de classer les sexes, donc, l'enseignement des langues et notamment de la littérature est l'occasion où enseignant et étudiant réfléchissent de près sur la couche « des représentations, des idéologies qui passent par les institutions telle que la famille, elles banalisent la discrimination et par là même la violence à l'égard des femmes ». Ici comme au département d'arabe à Sfax, les enseignant.e.s insistent sur le rôle des études des textes romanesques féministes dans la décortication de ce patrimoine et l'ouverture d'un nouvel horizon qui installe la femme comme sujet et non comme femelle.

L'intervention de la bibliothécaire de l'Institut des arts a été très instructive, dans les travaux de mémoire d'étudiant.e.s « il y a lieu de parler de VBG, plusieurs étudiantes ont choisi des sujets qui expriment une conscience de la spécificité de la sensibilité féminine qui traine avec elle une souffrance, soit personnelle qui vient de l'enfance, soit qui se trouve dans l'entourage » La bibliothèque garde trace de ces travaux, en photo, vu l'aspect

matériel des travaux . Cette conscience selon Madame Olfa Njima, n'est pas très répandue, la majorité des étudiant.e.s ne possèdent pas la culture nécessaire pour arriver à saisir la problématique de la violence à un certain niveau théorique. Ici intervient Madame Sawsen Boukhchina pour montrer le rôle de l'enseignement de l'histoire pour remédier à ces lacunes de culture. En effet l'histoire de l'art au XXème siècle nous donne des témoignages qui illustrent l'émancipation de la femme-artiste, sujet et non objet, qui dans le tableau, la sculpture, le cinéma déploie les richesses de son regard de femme et non celui des hommes. Il suffit de penser à la souffrance de Camille Claudel, qui a fait de la sculpture le champ pour reconquérir son corps de femme.

Donc la question du genre est présente chez les enseignantes au niveau de leurs intuitions, leur pratiques et certains thèmes qu'elles enseignent.

Madame Amina Ben Mansour, en plus des arts plastiques, elle enseigne aussi l'art-thérapie, une discipline introduite dans les asiles psychiatriques, et dans la thérapie de groupes. « Quand la violence arrive à un degré qui bloque l'expression chez la victime, notamment féminine, adulte, adolescente et enfant… une fille violée, on lui donne un papier et une plume, on l'amène vers l'extériorisation. » Ici, notre interviewée nous parle de l'ouverture sur les disciplines que l'art-thérapie a imposée au sein de l'institut : « À travers la peinture, on s'est ouvert à l'art-thérapie par la musique, la thérapie par les couleurs, ce qu'on appelle la chromothérapie. Toutes ces disciplines ont une vocation thérapeutique, notamment dans les cas de violence contre les femmes, l'enfant. C'est au cœur de la question du genre »

Ainsi l'art met à nu la violence, fait voir sur la page, par la couleur et les lignes la souffrance vécue et donne à la victime le pouvoir de récupérer son corps agressé.

Peut-être plus qu'ailleurs les arts, comme le souligne Olfa Njima nécessitent une ouverture sur beaucoup de disciplines, telles que l'histoire, la sociologie, la psychologie… En effet on ne saurait déchiffrer un tableau si on l'ignore les conditions historiques auxquelles des éléments représentés renvoient. Un tableau est un ensemble de signes à lire, et l'absence de connaissance prérequise (d'ordre sociologique, historique, etc.) rend le tableau une surface muette indéchiffrable.

L'entretien de groupe a eu lieu dans le *Laboratoire d'art, de musique, d'environnement et de société* (dirigé par Monsieur Hafedh Abderahim,). Active dans ce laboratoire Madame Olfa Njima suggère l'introduction d'une matière qui serait appelée « genre et expression artistique, du moment, dit-elle, que le mot société nous permet de s'ouvrir aux problèmes sociaux qui sont aussi au cœur de notre pratique artistique ». Pour elle comme pour ses collègues présents, le laboratoire reste le lieu idéal où l'on pourrait donner forme théorique à des questions transversales comme la VBG, et mettre à l'essai des idées nouvelles auxquelles l'institut n'est pas toujours accueillant. Le laboratoire serait à l'avant-garde d'un changement, qui exploite l'infini ouverture des arts, contrairement aux autres disciplines,

comme le droit ou la sociologie, « l'art pourrait exprimer la violence par des formes et des manières illimitées, aujourd'hui on parle même de « l'art de la laideur » *fen alqobh* qui esthétise ce que le sens commun appelle laideur ».

Comme exemple, Madame Olfa Njima propose un projet qu'elle a présenté dans le cadre du programme Erasmus[1], dont elle est la porteuse à Gabès. Il s'agit d'un projet qui valorise le patrimoine en exploitant les nouvelles technologies dans leur rapport avec le patrimoine architectural du Sud.

Elle explique : « Chez les Juifs à Djerba, et à Gabès, il y a une chambre — qui à Gabès s'appelle *Ghorfa*, au-dessus du toit. Autrefois, la fille ou la femme y était enfermée pendant ses menstruations. C'était une forme de violence contre son corps, qui, durant une période du mois, était rejeté, jugé "indésirable", « inutile ». Je pense proposer à un étudiant de réaliser un documentaire en 3D, une visite immersive de cet espace qui reconstruise et reproduise la vie — et par là même, la souffrance — qui se déroulait entre ses murs. Ailleurs, il y a *Dâr Jwad.* »

L'espace vide raconte la vie, reproduit la violence vécue par des femmes qui n'ont plus de voix.

Elle souligne que, dans l'histoire de la peinture maghrébine, les artistes-femmes ayant émigré en Europe ont souvent exprimé, à travers leurs œuvres, la souffrance vécue dans leur pays d'origine. « Nous avons donc une matière riche, qui pourrait être exploitée par les étudiants dans leurs sujets de master et de doctorat. ».

1. L'Université de Gabès est partenaire d'un projet Erasmus+ (2024–2027) dans le cadre de l'action KA220-HED – Partenariats pour la coopération dans l'enseignement supérieur, centré sur l'intégration de l'approche genre dans les établissements universitaires euro-méditerranéens. Ce projet vise à renforcer les capacités institutionnelles en matière d'égalité femmes-hommes, à travers la mise en place de plans d'action genre, la création de modules pédagogiques, la formation croisée des enseignants et l'échange de bonnes pratiques. À Gabès, ce partenariat a contribué à la création d'une cellule genre universitaire, composée d'un groupe interdisciplinaire d'enseignant•es, chargé de piloter un plan d'égalité des genres, diffusé en 2023. Ce processus marque une première formalisation de la question du genre dans l'université, et ouvre la voie à une meilleure articulation entre recherche, enseignement et action institutionnelle.

L'université et la question du genre

La mise en place progressive d'une cellule genre à l'Université de Gabès

La cellule genre de l'Université de Gabès[2] trouve son origine dans une série d'initiatives menées dès 2020 par un groupe de chercheur•es engagé•es, initialement rattaché•es à une association universitaire, *l'Association tunisienne des sciences et de la recherche.* « Le premier projet s'inscrivait dans le cadre d'un programme plus large de prévention de la violence sociale, puis s'est poursuivi avec un partenariat avec le PNUD, dans le cadre de l'Objectif de développement durable n°10 (ODD) sur l'inclusivité ».

C'est en 2022 que le groupe mène une enquête ciblée auprès des étudiants pour identifier les publics en situation de vulnérabilité. « Trois profils émergent : les étudiant•es étranger•ères, les étudiant•es en situation de handicap, et les personnes exposées à des formes de marginalisation liées au genre ». Ces résultats, bien qu'attendus, ont mis en lumière des enjeux jusque-là peu abordés dans l'espace universitaire. Dans la mesure où les préoccupations habituelles gravitent le plus souvent autour, des enseignements, de l'hébergement, etc.

La même année, dans le cadre d'un projet financé par le programme Horizon Europe (LoCEL-H2,Low-cost Clean Energie for the Last Mile in Developing Regions) qui impose une obligation institutionnelle d'élaborer un plan d'égalité des genres l'équipe rédige alors un premier document, publié en juin 2023 sur le site officiel de l'université de Gabès. Puis mis à jour en septembre avec l'ajout d'activités concrètes. L'administration universitaire accepte de s'en saisir comme base de travail institutionnel.

Sur cette base, une cellule genre est officiellement créée, composée de sept membres, dont cinq femmes.(des documents en rapport avec la création de cette cellule figurent en annexe) Elle est chargée de la mise en œuvre du plan, de la sensibilisation interne et du suivi des actions. Des points focaux ont été créés dans les différentes facultés pour faire le lien avec la cellule. Le plan élaboré n'aborde pas directement la question de la violence fondée sur le genre, mais se concentre sur les inégalités professionnelles dans le champ académique : accès aux responsabilités, conditions de recherche, freins à la promotion, etc. Le thème du harcèlement y figure cependant comme l'un des axes traités.

Points positifs *(selon l'interviewée)*

- Un accueil favorable de la part **de l'environnement universitaire**, le sujet n'est plus tabou.
- Une inscription du travail de la cellule dans le projet du développement durable de l'université, qui est la nouvelle orientation stratégique.

2. Les données suivantes sont le résultat d'un entretien avec madame Nihel Chakroun, présidente de la cellule genre à l'université de Gabès.

- La création d'un réseau de points focaux dans les établissements, assurant une circulation fluide de l'information et un ancrage local du plan.

Obstacles *(selon l'interviewée)*

- Un manque de moyens financiers et humains pour mettre en œuvre les actions prévues.
- L'absence de partenariats formalisés avec les ONG locales, ce qui limite l'ouverture de la cellule au tissu associatif.
- Une sorte d'indifférence relative de la part des étudiants vis-à-vis de la question du genre, pour qui la question du genre est perçue comme secondaire face à d'autres priorités (conditions d'hébergement, qualité de l'enseignement, etc.).

Les travaux universitaires :

Ici nous présentons les titres de mémoires de master (traduits de l'arabe) que la bibliothécaire de l'Institut des Beaux-arts, madame Warda Louhichi nous a envoyés en rapport avec notre thématique :

1. Manifestations de la célébration de la mariée et symbolisation du corps féminin dans le mariage du sud tunisien
2. Le corps hybride dans l'art plastique contemporain
3. Étude critique comparative de modèles post-humains et de leurs dimensions éthiques
4. Le corps féminin dans le cinéma tunisien
5. Approche esthétique analytique des films "Le silence du palais" et "À peine j'ouvre les yeux" comme modèles
6. Manifestations de la représentation de la femme dans l'art plastique contemporain tunisien – lecture critique esthétique à travers certaines expériences
7. Le phénomène de l'enveloppement dans sa relation au corps dans les expériences artistiques contemporaines
8. Le corps de la femme dans la publicité tunisienne – problématique de l'esthétique et de l'érotisme
9. Manifestations du corps et problématique du choc – Scénographies de Olivier De Sagazan

10. Résistance et libération dans l'expérience plastique féminine arabe contemporaine – l'artiste Majida Khtari comme modèle
11. Image du corps féminin entre art plastique et numérisation – dans l'expérience de l'artiste Yasmine Alaoui
12. Le corps qui a perdu son poids ou l'énergie cachée dans les dessins et sculptures de Botero
13. Le jeu de la dissimulation et de la révélation dans la couverture féminine dans la région de Hamma Gabès
14. Les bijoux entre manifestation et symbolisation

La lecture des titres de mémoires que nous avons pu consulter révèle une concentration forte sur la thématique du **corps féminin**, analysé à travers des **formes de représentation** variées (cinéma, art plastique, publicité, costume traditionnel, création contemporaine, etc.). Ce corpus, bien qu'accessible uniquement par les intitulés, manifeste une **préoccupation latente ou explicite** pour des problématiques centrales du genre : sexualisation, invisibilisation, résistance, assignation culturelle, patrimonialisation du féminin…

Ainsi, **le corps féminin est souvent envisagé comme un lieu de symbolisation sociale.** Plusieurs mémoires s'y intéressent en analysant ses représentations culturelles et ses significations symboliques : la mariée du Sud, les bijoux, le voile, ou encore les images véhiculées par la publicité et le numérique. Ces travaux posent implicitement la question : comment le corps des femmes est-il investi symboliquement dans les rituels, les traditions ou les dispositifs modernes de communication visuelle ? Le rapport au genre y est souvent impliqué, à travers la lecture des codes culturels de féminité, d'exposition, de pudeur, voire de contrôle social.

Le corps est également appréhendé comme un espace de tension, de violence ou de transgression. Certains travaux l'abordent à travers les notions de mutation, de souffrance ou encore de résistance : on y parle de corps hybride, de choc, d'enveloppement, de perte de poids symbolique, de résistance dans l'art féminin. Le corps devient un **terrain de conflictualité**, parfois même de violence intériorisée. Ce champ rejoint directement les problématiques de la violence basée sur le genre, notamment quand les artistes féminines abordent le traumatisme, la réappropriation du corps, ou la violence contenue dans certains canons esthétiques.

La représentation artistique se révèle comme un langage de la mémoire et de l'émancipation. Plusieurs mémoires soulignent la force narrative de l'image, notamment dans le cinéma et l'art contemporain, à travers des figures féminines, des artistes femmes ou des imaginaires post-humains. On y perçoit une volonté de **redéfinir les contours de l'identité féminine**, de questionner la norme, voire de **renverser les rapports de pouvoir** par la création esthétique.

C'est ici que le rôle du laboratoire prend tout son sens, comme l'a souligné Mme Olfa Njima : il ne s'agit pas seulement d'encadrer, mais de structurer une réflexion critique sur les choix esthétiques, les présupposés culturels, les enjeux éthiques et politiques. Le laboratoire peut aider à faire émerger une conscience disciplinaire du genre, à relier ces travaux à des courants féministes, postcoloniaux ou intersectionnels, et à ouvrir des passerelles avec la sociologie, l'anthropologie ou les études culturelles.

Ce corpus, riche et prometteur, appelle donc à une mise en valeur, une capitalisation, et un encadrement rigoureux, pour faire du genre non plus une sensibilité isolée, mais un axe **transversal de recherche**, susceptible de nourrir la réflexion sur la violence symbolique, les identités genrées et les résistances culturelles locales.

Les VBG dans les milieux associatifs

Les associations qui sont plus ou moins actives dans la région de Gabès

Le travail de cartographie que nous avons mené nous a permis d'identifier dix-neuf associations actives, à des degrés divers, dans la région de Gabès. La région abrite un tissu associatif relativement dynamique, composé de structures œuvrant dans des domaines variés tels que le développement durable, les droits humains, l'enfance, la jeunesse ou encore la condition féminine. Parmi les associations actives ou ayant une certaine présence sur le terrain, on retrouve notamment l'Association Citoyenneté et Développement Durable Gabès (ACDD), ainsi que l'Association She is the Goal basée à Chénini Gabès, engagée pour l'autonomisation des femmes. D'autres structures telles que l'Association Nakhwa pour la femme, l'Association Al Karama de la famille et de la citoyenneté, et l'Association Ghodwa Khir s'impliquent également sur les questions de genre et de cohésion sociale. Le domaine de l'éducation, de la culture scientifique et de l'enfance est représenté par l'Association Oasis de sciences à Métouia et l'Association Horizons d'enfance. Des initiatives de développement local et d'engagement citoyen sont portées par des organisations telles que Gabès Action, Youth Creat, le Forum d'initiative et de développement local à Métouia, ainsi que l'Association Organisation Volonté et Citoyenneté (OVC). Le Réseau associatif du développement des oasis, l'Association Chot Essalam du développement durable, Beyt Al Fadhl, l'Observatoire du développement et des droits de l'homme, ainsi que l'Association Tawassol illustrent quant à eux une volonté de prise en charge des enjeux environnementaux, sociaux et territoriaux. Enfin, l'Association Volontaires sans frontières, l'Association Immar & Tawassol pour le Développement, ainsi que l'Association d'activité physique adaptée à Tous témoignent de la diversité des approches et de la richesse du paysage associatif local, malgré les défis persistants liés à la coordination, aux ressources et à la durabilité des actions.

État des lieux du traitement des VBG par les associations de Gabès

Le focus group, organisé le 28 février lors de notre visite à Gabès, a permis d'aborder plusieurs axes essentiels, notamment l'état des lieux du travail associatif dans la région, la place (ou l'absence) des thématiques du genre et des violences basées sur le genre (VBG), ainsi que les ressources disponibles, les obstacles rencontrés et les principales lacunes identifiées par les actrices locales. Les données suivantes résument le long échange que nous avons eu avec les représentantes des associations présentes. Ce focus group a réuni six participantes issues de structures locales engagées dans divers domaines. Imen Guesmi est intervenue au nom de l'Association Développement durable, tandis que Sana Yaqoub représentait le Fidel Forum de l'initiative et du développement local à Métouia. Fatam Ltayef a participé en tant que membre de l'association Volonté et citoyenneté, aux côtés de Saida Arfa, qui portait la voix de l'association Al Karama de la femme arabe. Enfin, Nebiha Smida a pris part à l'échange en tant que représentante de l'Association d'activité physique adaptée à Tous.

Les associations de Gabès abordent la question des violences basées sur le genre (VBG) dans une approche plus ou moins intégrée, en l'insérant dans des actions plus larges de développement social, de soutien économique ou de participation citoyenne. Peu d'entre elles abordent la VBG comme un axe exclusif, mais plusieurs y répondent indirectement par des projets de formation, d'autonomisation économique ou d'accompagnement social.

Certaines associations misent sur la création de structures ciblant les femmes vulnérables, notamment dans les régions rurales inaccessibles aux services de l'État. L'association FIDEL, active dans le développement durable, évoque par exemple son expérience de terrain avec des femmes rurales en vue de diagnostiquer et remédier au « problème numéro un, qui est l'accès à l'information : l'administration est loin. Ensuite, vient le manque de financement ». Ce manque d'accès aux ressources et à l'information constitue, du point de vue de la représentante de l'association, un facteur **aggravant de vulnérabilité, rendant difficile la prévention ou la dénonciation des violences.**

L'autonomisation économique, évoquée à maintes reprises, est conçue et mobilisée **comme levier de protection contre la violence.** Ainsi, quelques associations telles que FIDEL (Forum de l'initiative et du développement local), l'Association du développement durable, proposent « des formations, des crédits… partant de la conviction que l'autonomie protège ». Ce lien étroit entre indépendance économique et prévention des violences constitue un principe d'action partagé par toutes les personnes interviewées.

D'autres structures insistent sur la participation civique comme outil d'émancipation. Telle est la posture de base de l'association Volonté et Citoyenneté, qui a choisi d'œuvrer pour « l'insertion de la femme dans la vie collective, renforcer la culture de la citoyenneté et des droits de l'homme ». Ce travail sur les droits et la visibilité publique des femmes, dans une région aux traditions morales assez conservatrices, participe à une dynamique de

lutte contre les violences, même si cela reste souvent indirect. Il représente, selon la jeune Fatma (représentante de l'association), un travail en souterrain, qui agit à long terme sur les représentations et les attitudes. Cela est en mesure d'agir sur l'estime de soi de la femme en lui donnant les attributs d'une personne capable de s'exprimer librement, donc de se défendre.

L'association Al Karama, quant à elle, incarne un cas plus avancé de traitement direct des violences. Nous aborderons cette expérience plus amplement un peu plus loin ; elle a identifié très tôt « le lien entre la violence subie par la femme et l'autonomisation ». Elle a lancé en 2013 timidement des ateliers de formation en pâtisserie, gère aujourd'hui un centre d'hébergement pour femmes victimes de violence, en coopération avec Ministère de la Famille, de la Femme, de l'Enfance et des Seniors, des ONG et des bailleurs de fonds étrangers (PNUD, OXFAM). Chaque année, elle produit une brochure de témoignages mettant en avant des « récits de succès de femmes accueillies », contribuant ainsi à briser le silence social.

Le lien avec les institutions publiques est aussi un aspect important du travail associatif. Certaines associations (telles que FIDEL) jouent un rôle d'intermédiaire avec les structures administratives et les municipalités, facilitant l'orientation des femmes en difficulté. Les administrations locales (délégation régionale de la femme, services des affaires sociales) apportent parfois un soutien technique, en fournissant « une base de données des femmes en situation de vulnérabilité : divorcées, veuves, femmes dont l'époux est détenu… » .

Enfin, l'une des associations présentes agit dans le domaine sportif.(Association activité physique adaptée à Tous) Ce choix est né d'un besoin sensible : l'absence d'espaces pour l'épanouissement physique destinés aux jeunes femmes et aux femmes adultes pour leur bien-être et leur épanouissement. Inutile de rappeler le poids des traditions et des préjugés dans ces milieux. La présidente de l'association, professeure d'éducation physique, explique : « On programme des activités diverses (randonnées, excursions, animation), on s'adresse aux femmes d'un certain âge, on s'occupe de leur épanouissement. » Ce travail, selon cette dernière, bien qu'en apparence éloigné du traitement direct des VBG, participe à rompre l'isolement et à renforcer l'estime de soi chez la femme, en lui donnant accès à l'espace public. Cette association donne à la femme au foyer une autre perception de son corps, qui devient visible comme sujet qui s'exprime librement.

Les obstacles culturels et structurels

D'un point de vue social, les associations se heurtent à un conservatisme enraciné qui rend difficile la mobilisation des femmes. Une association (Volonté et citoyenneté) témoigne : « Les femmes ont du mal à assister aux réunions, que nous organisons ou autres… il y a un problème de confiance avec la société civile. » Évoquant des cas de femmes victimes de violence, on souligne le rôle de la peur du regard social, la soumission aux figures

masculines de l'autorité (père, frère, mari) et la tendance au silence, omniprésentes : « Les familles des victimes sont complices… Les femmes n'osent pas se révolter contre leurs frères, époux ou grands-parents. » Cela concerne aussi les violences sexuelles, notamment à l'encontre des femmes handicapées : « Elles sont violées, et le viol n'est pas dévoilé. » Ce phénomène, semble-t-il, est fréquent dans la région, notamment dans les villages, mais toujours étouffé par la famille et le clan.

Les associations dénoncent également l'absence de mécanismes concrets pour mettre en œuvre les stratégies nationales et internationales. Une remarque revient : *« Il n'y a pas de mécanismes pour mettre en œuvre les stratégies prônées par les programmes du développement durable »*. Cet écart entre discours institutionnel et réalité locale limite la portée des projets, quel qu'en soit le domaine, le social, le culturel, l'économique.

En outre, les associations font face à des contraintes organisationnelles : faiblesse des ressources humaines, dépendance à des financements ponctuels, surcharge de travail. *Al Karama* évoque par exemple le projet du centre d'hébergement qui *« a absorbé toute son énergie »*, réduisant sa capacité d'initiative sur d'autres plans.

Même si certaines structures (telles que FIDEL) disposent de ressources plus ou loin limitées *(ex. : « petite camionnette pour transport de marchandises », « atelier de confection », « experts en cas d'enquête »)*, elles fonctionnent souvent avec deux à trois salariées, voire seulement des bénévoles. Cette fragilité nuit à la continuité et à la spécialisation de leurs interventions.

Enfin, la relation avec les institutions dépend fortement de l'expérience des associations dans le *« savoir s'adresser à la bonne adresse dans la hiérarchie »* (Saïda Arfa Association Al Karama). Ce manque de clarté dans les circuits institutionnels entrave lourdement l'obtention d'un appui structuré et durable

Le terrain associatif et la question du genre et des VBG

L'Association Al Karama pour la famille à Gabès : une initiative pionnière dans la lutte contre les violences basées sur le genre. [3]

Présentation : Fondée en 2011 à Gabès et présidée par Mme Saïda Arfa, l'association Al Karama est l'un des acteurs les plus investis dans la lutte contre les violences basées sur le genre (VBG) dans la région..

Bonnes pratiques et initiatives marquantes : L'association a lancé plusieurs initiatives phares, dont le projet *autonomisation économique* en 2013, centré sur l'autonomisation économique des femmes, avec l'appui de Handicap International. Elle coordonne un

3. (I s'agit de quelques conclusions issues d'un entretien avec la présidente de ce qui est, sinon l'unique, du moins la principale association agissant dans le domaine du genre et de la VBG.

souk solidaire hebdomadaire avec d'autres associations locales pour mettre en valeur les productions artisanales de femmes en insertion. Le projet *« Ma toskitch »* **(« Ne te tais pas »)** (2019, avec le PNUD)[4] a introduit la loi 58 dans les milieux universitaires à travers des formations, des projections-débats et un site web. Enfin, le programme « Le Cogito tunisien : je crée donc j'existe », axé sur l'expression artistique de jeunes en milieux à risques, a produit plusieurs courts-métrages puissants, dont Yezzi ! sur les violences intrafamiliales.

Le centre d'hébergement : un pivot de l'action L'un des accomplissements majeurs de l'association est la création du premier centre d'hébergement pour femmes victimes de violences dans le gouvernorat de Gabès. Soutenu initialement par l'ambassade de Suisse et le Ministère de la Famille, de la Femme, de l'Enfance et des Seniors, puis repris par OXFAM, ce centre dépasse la seule fonction de refuge : Il offre un accompagnement global : hébergement sécurisé, écoute psychologique, cercles de parole, sessions de gestion du stress,

Relations avec les acteurs locaux : Al Karama collabore avec un réseau d'acteurs : ministères, ONG (PNUD, OXFAM, Expertise France), associations locales (telles que l'association She's Go), structures publiques (Ministère de la Famille, de la Femme, de l'Enfance et des Seniors). Cependant, certains partenariats potentiels n'aboutissent pas, notamment dans le secteur universitaire, en raison de lenteurs administratives.

Impact local : L'association a permis à de nombreuses femmes d'accéder à des droits, à une parole libre, et à des moyens de subsistance. Elle agit sur des publics variés (étudiantes, femmes rurales, jeunes marginalisés), et a contribué à rendre visible la VBG dans des espaces où elle était tue. Elle a également participé à changer les représentations sociales par la formation, l'expression artistique et le travail de proximité.

Pérennisation des actions : Après plus de 10 ans d'activité, l'association bénéficie d'un ancrage solide. Son centre d'hébergement, désormais reconnu, constitue un levier durable. Toutefois, la dépendance au financement reste un facteur de fragilité, notamment pour les projets culturels, numériques ou universitaires.

Les limites et les lacunes

Outre la contrainte financière et administrative, l'association fait face à un climat social local fragmenté, où les rivalités intercommunales compliquent la coordination associative. Certaines structures publiques (telles que la maison des jeunes) refusent de relayer ses initiatives, malgré leur pertinence. La centralité de la présidente dans la gestion quotidienne, bien qu'efficace, souligne aussi une forme de fragilité structurelle en cas de relève non assurée.

4. Nada Brahem et Hela Cherif, Les jeunes, un moteur durable de la lutte contre les discriminations basées sur le genre, 26 novembre 2021, https://www.undp.org/fr/tunisia/blog/les-jeunes-un-moteur-durable-de-la-lutte-contre-les-discriminations-basees-sur-le-genre

3. Les initiatives à mettre en valeur

Le laboratoire d'art, de musique, d'environnement et de société à l'Institut des beaux-arts: une dynamique interdisciplinaire en construction[5]

Créé en 2023, ce laboratoire est le fruit d'une fusion entre deux unités de recherche préexistantes. Le projet initial avait été préparé dès 2018 par le regretté Mohamed Gouja, historien devenu plus tard musicologue, mais n'a été officiellement validé qu'en 2023. Il répond à un besoin réel émanant des spécialités artistiques présentes à l'institut, tout en prolongeant les travaux des étudiants de master, qui peuvent intégrer le laboratoire dès leur deuxième année.

Le laboratoire repose sur une organisation interdisciplinaire, structurée autour de quatre axes principaux :

1. Les thématiques en lien direct avec la Tunisie (histoire, territoire, environnement culturel et géographique) ;
2. Le patrimoine et les nouvelles technologies ;
3. La création artistique et la mémoire collective ;
4. Et un axe transversal permettant d'articuler les disciplines représentées : design, arts plastiques, musicologie, patrimoine et archéologie artistique.

Le laboratoire accueille des chercheurs issus de plusieurs régions du sud de la Tunisie (Gabès, Gafsa, Médenine, Tataouine), mais aussi de Sfax et Sousse. Il se réunit régulièrement en présentiel et en ligne, afin d'assurer une participation large malgré les distances. Lors de ces réunions, les idées de projets, de rencontres scientifiques ou de collaborations sont discutées, puis validées ou hiérarchisées par un comité scientifique composé de professeurs émérites et de maîtres de conférences. Les chercheurs sont libres de choisir les collègues avec lesquels ils souhaitent travailler.

Fonctionnement, outils et ouverture

Le laboratoire fonctionne comme une structure souple, qui soutient aussi bien les activités scientifiques collectives que les initiatives individuelles. Il participe à l'organisation de colloques, accompagne des publications selon les moyens disponibles, et encourage la recherche active. Une plateforme numérique interne permet à chaque membre de remplir une fiche, dans laquelle sont répertoriées leurs publications, afin d'en assurer la visibilité et de nourrir de futurs projets collaboratifs.

Bien que récent, le laboratoire est ouvert aux enseignants de l'institut non-membres,

5. données recueillies auprès de madame Arij Jawachi coordinatrice du laboratoire

qui peuvent s'associer à des travaux en cours, mais sans priorité dans les processus décisionnels. Mme Jawachi insiste toutefois sur le fait que la notion de laboratoire reste encore floue pour de nombreux enseignants, certains ignorant sa fonction ou détournant son rôle, en pensant qu'il est censé développer les compétences dites *« soft skills »*. Le laboratoire, rappelle-t-elle, est une structure de recherche scientifique, et non un organe de formation pédagogique. Des actions de sensibilisation ont été menées pour installer une culture du travail structuré : création d'un bureau d'ordre, gestion des demandes, traçabilité des projets.

Partenariats et ouverture à la société civile

Actuellement, le laboratoire prépare plusieurs partenariats, principalement avec d'autres instituts et des ONG nationales actives dans le domaine de l'art et du développement.
Les collaborations prennent deux formes :

- Des partenariats renouvelés par projet,
- Et d'autres plus stables, fondés sur une vision partagée, reconduits automatiquement en cas de réussite.

À ce jour, le laboratoire entretient **une vingtaine de partenariats**, aussi bien en **Tunisie** qu'à l'international, notamment **en France et en Algérie**, associant institutions universitaires et organisations de la société civile. Des partenariats ont été établis avec des universités tunisiennes (Sfax, Tunis…), ainsi qu'en Algérie avec le *Centre national de la recherche anthropologique, historique et préhistorique*. En Tunisie, des partenariats existent également avec des associations œuvrant dans le développement artistique et culturel.

Quelques limites

En dépit de ses ambitions et de sa dynamique, le laboratoire fait face à quelques lacunes et obstacles

- L'instabilité du cadre juridique et financier lié aux activités scientifiques ;
- La lourdeur administrative, notamment dans le traitement des budgets ;
- Et surtout, l'absence de tradition de recherche structurée dans les institutions en sciences humaines. Ce qui est différent des disciplines scientifiques ayant la tradition des laboratoires depuis plusieurs décennies, et mieux intégrées aux dispositifs nationaux.

Cette absence de référents dans le domaine des sciences humaines à Gabès rend la reconnaissance institutionnelle plus lente. Si plusieurs laboratoires de sciences humaines existaient dans la région, les administrations comprendraient mieux les exigences et modalités de ce type de structure.

Malgré cela, des **liens ont été tissés avec d'autres laboratoires**, notamment à l'ENIG (École nationale d'ingénieurs de Gabès), où des projets communs ont vu le jour autour du **bio-art.** Madame Jawachi cite à titre personnel ses propres travaux, consacrés à la **musique des transes** et à ses déclencheurs sensoriels, en lien avec la **neuropsychologie** et les modifications de l'état de conscience, soulignant ainsi la richesse de l'**interdisciplinarité.**

Points positifs

Une attention émergente à la question du genre et à la violence

La question du genre, selon Mme Arij Jawachi, s'impose comme un axe transversal latent, qui traverse plusieurs champs abordés par le laboratoire sans être encore pleinement structuré. Elle souligne que c'est à travers le travail de recherche collectif qu'elle a elle-même découvert l'importance de l'interdisciplinarité : la musique, la sociologie, les neurosciences, mais aussi les questions de genre et de violences fondées sur le genre (VBG) s'y rencontrent naturellement, sans cloisonnement artificiel.

Elle prend l'exemple des pratiques de transe dans certaines traditions musicales, qu'elle a étudiées dans le cadre de sa thèse. Ces moments, observe-t-elle, constituent pour les femmes une zone de suspension temporaire des normes sociales. Des femmes en transe généralement soumises à la peur, au silence ou à la violence dans leur vie quotidienne, notamment vis-à-vis du mari ou des frères, s'y autorisent des actes ou paroles impensables en dehors de ces contextes. La transe devient un espace de transgression, un moment où les rapports de pouvoir sont inversés : une femme peut par exemple, se montrer violente à l'égard de son mari sans être jugée, précisément parce qu'elle est perçue comme étant dans un état « modifié de conscience ». Dans ces instants, une forme de tolérance sociale maximale est accordée, qui révèle à la fois les pressions structurelles que subissent ces femmes et la manière dont le corps et l'expression artistique deviennent des lieux de résistance symbolique.

Pour Mme Jawachi, c'est là que le laboratoire révèle toute sa pertinence : en permettant la rencontre entre disciplines qui, séparément, ne suffiraient pas à éclairer la complexité de tels phénomènes. La musicologie y croise la sociologie, la psychologie, voire des dimensions médicales ou neurologiques, dans une lecture sensible des expériences corporelles, sociales et symboliques. Le genre et la violence ne sont pas traités comme objets isolés, mais comme dimensions transversales qui structurent en profondeur les pratiques culturelles et artistiques étudiées.

Chances de pérennisation

Bien que jeune, à peine un an et demi, ce laboratoire a rapidement acquis les ressources et les réflexes lui permettant d'évoluer et d'agir dans un milieu relativement lent à assimiler ces structures, mais non hostile.

Initiative de l'association Al Karama : Maison d'hébergement

Le tournant décisif des activités de l'association Al Karama a été la création d'un centre d'hébergement pour femmes victimes de violences, une première dans le gouvernorat de Gabès. Ce centre, initialement appuyé par l'ambassade de Suisse et le ministère de la Femme, est aujourd'hui financé par OXFAM. Il ne se limite pas à l'hébergement : il propose des séances de gestion du stress, des cercles de discussion et un travail thérapeutique de reconstruction autour de récits de résilience. L'objectif est de faire émerger des *« modèles de récits à succès pour les prochaines femmes victimes »*, dans une logique d'*empowerment* par l'exemple. En effet ici se laisse voir l'originalité de ce centre, dans la diversification de ses activités. Il n'est pas un centre qui dispense des services classiques, les femmes hébergées ou celles qui s'y rendent occasionnellement sont prises en charge dans des activités formatives où interviennent des spécialistes de l'écoute et de l'orientation. Le but est d'agir sur la perception de soi et de l'environnement immédiat à l'origine de violence. Le centre tente d'offrir les conditions où la femme vulnérable se reconstruit.

Le centre d'hébergement, en principe, dispose de tous les moyens nécessaires pour poursuivre sa mission :

Points forts

- Personnel compétent,
- Cadre adéquat,
- Équipement de haut niveau,
- Programmes et activités ambitieux, qui ne se limitent pas à un hébergement au sens strict du terme.

Points faibles.

- Le milieu social et la culture traditionnelle de la population ont tendance à stigmatiser ce genre de structure. La femme victime de violence, selon le sens commun régional, « ne doit pas quitter sa maison » : passer une nuit en dehors de son chez soi l'expose à des soupçons irrémédiables.
- En dépit du capital de crédibilité construit grâce aux liens avec le Ministère de la femme et les ONG internationales, la structure semble peu ouverte à son environnement institutionnel et social.
- Le rôle trop prédominant de la présidente, vu son efficacité et ses compétences, laisse voir une structure humaine dans la gestion un peu hiérarchisée, où tout semble dépendant de sa personne. Ceci prive le travail de la fluidité, de la souplesse dans la prise de décisions et de l'improvisation.

Chances de pérennisation

Cette structure a les moyens d'évoluer et de s'imposer comme première tradition de maisons d'hébergement dans la région. Grâce à sa présidente, dont elle dépend un peu trop, elle a pu évoluer et convaincre les décideurs et acteurs du domaine. Comme point de départ elle a les atouts qui lui valent des encouragements.

CONCLUSION

Cette exploration du paysage associatif et universitaire de Gabès nous permet de dire que la problématique du genre et de la VBG est tributaire d'une réalité qui empêche la mise en œuvre de projets basés sur des diagnostics clairs et pouvant intervenir de façon ciblée et efficace. Dès notre première exploration à distance du milieu associatif à Gabès, nous avons décelé un paysage dispersé avec quelques noyaux actifs mobilisant une énergie et un savoir-faire qui méritent tous les louanges. Ceci reflète l'effet tardif du grand bouillonnement de l'après-révolution et « la chute » brutale qui s'en est suivi notamment depuis 2021.

A l'arrière-fond de ce paysage se détache les reliefs des obstacles structurels très forts. Les divergences voire les conflits très profonds, entre localités et petites populations (le fameux conflit entre « les « communautés » Jara et Menzel »,[6] « l'autonomisme » affiché de certaines localités [7], -peu déchiffrables pour celui qui arrive de l'extérieur- pèsent lourdement sur le travail de la société civile. L'autre facteur est celui de la culture locale, freinée par un socle de traditions assez solide. A cela s'ajoutent les services d'une administration lourde et de surcroit ne semblant pas déchiffrer le genre, la VBG et les enjeux qui en découlent.

Ainsi que ce soit dans le milieu universitaire ou associatif, la conscience aiguë du problème, objet de ce cartographie, l'énergie que les acteurs laissent voir est immergée dans un tissu de pratiques, de comportements et de réflexes assez lourds et qui bougent assez lentement. Ceci n'est pas sans lien symptomatique avec les attitudes de certains milieux de la population -évoqués lors de l'entretien de groupe- dont le souci d'afficher les apparences d'une vie sociale « harmonieuse » les pousse à étouffer, réduire au silence une violence à l'égard des femmes banalisée et parfois très dure. De même cela explique la violence feutrée, masquée derrière les signes de pudeur et retenue que les femmes doivent observer dans les milieux professionnels et l'espace public. Nos interviewées à l'Institut des Beaux-arts, nous en ont donné maints exemples - à l'intérieur de leur établissement de la part de leurs collègues hommes- où la discrimination et le sexisme passent sous

6. Il s'agit d'une véritable hostilité entre deux parties de la ville, Jara et Menzel. La version populaire en attribue l'origine à la période de la fondation de la ville de Gabès. Elle se manifeste aujourd'hui à tous les niveaux relationnels. La rencontre de football annuelle, dans le cadre du championnat, est l'occasion où la violence et l'expression de la haine se déchaînent dans les rues nécessitant l'intervention des forces de l'ordre.

7. Certains propos attribuent aux habitants de Métouia une tendance à un « autonomisme » suspect !!!.

silence derrière le masque des « bonnes manières héritées » et la distance qui étouffent dans l'œuf toute protestation chez la femme subtilement agressée.

Ce soubassement culturel solide est loin d'étouffer bien entendu l'éclat de ces noyaux d'action et de conscience lumineuses, ces ilots d'espoir, auxquels nous étions attentifs et qui méritent qu'on y croie.

Recommandations

- Pour lutter contre l'invisibilité des initiatives il faut renforcer le travail sur les plateformes et développer les réseaux créés par les associations et les structures universitaires, afin de créer une tradition et lui donner une certaine épaisseur
- Soutenir et renforcer le travail de la cellule genre à l'université de Gabès -encore embryonnaire- et lui donner de la matière – résultat d'enquêtes ressources documentaires… et les moyens pour agir et développer sa perception de la problématique genre dans la réalité locale
- Inscrire la problématique genre et la VBA dans le travail du laboratoire de l'Institut des Beaux-arts, et la faire sortir de l'état diffus à celui d'une thématique transversale ayant un ancrage disciplinaire et théorique solide
- Mettre en valeur, et en relief le lien avec la VBG, des travaux artistiques tels que ceux sur la transe, la thérapie artistique etc.
- Financer les travaux sur la violence invisibilisée, pour les mettre au jour, et réfléchir aux mécanismes qui assurent le lien entre les associations et ce « vécu souterrain »
- Réfléchir à des mécanismes qui donnent au travail actuellement sporadique entre les structures universitaires et le tissu associatif, une continuité permettant de mettre fin à l'improvisation et de créer des réseaux de travail clairs et accessibles
- Inscrire la thématique genre et VBG dans le cursus des masters des différentes disciplines, y compris scientifiques, à partir de thématiques transversales qui sollicitent des savoirs divers.
- Ouvrir les cellules et les associations actives sur le genre aux publics jeunes (étudiants et élèves), à travers des activités ponctuelles et régulières (cycles de formation, rencontres avec des spécialistes, projection de films… qui bousculent les habitudes et les représentations sexistes
- créer ou renforcer le travail avec les structures des grandes villes (Tunis et Sfax) pour faire sortir les villes du Sud d'une certaine « marginalisation » et les inscrire dans un paysage de travail plus large qui ne se fige pas dans les impératifs d'une certaine « spécificité ».

Les références complémentaires

- Comité régional de lutte contre la VBG à Gabès. (2021, 22 décembre). *Réunion de cartographie des acteurs régionaux pour la lutte contre les violences basées sur le genre*. Conseil tunisien pour les réfugiés (CTR). https://ctr.tn/fr/2021/12/22/violences-basees-sur-le-genre-a-gabes-une-reunion-de-cartographie/
- Observatoire national de lutte contre les violences faites aux femmes & UNFPA. (2023, février). Les violences qui migrent avec les femmes : pour une réponse adaptée aux besoins des femmes migrantes survivantes de violences en Tunisie. https://www.unfpa.org/sites/default/files/resource-pdf/Violences_qui_migrent_FR.pdf
- Jamaity. (2022). Enquête CAP-Santé – Sud tunisien. Tunis : Jamaity. https://www.jamaity.org/project/cap-sante/
- ABA ROLI & TAMSS. (2022). SAWA – Promouvoir une société inclusive et sûre pour les femmes tunisiennes. Tunis : ABA ROLI & TAMSS. https://www.abaroli.org/where-we-work/middle-east-north-africa/tunisia/programs